

14 novembre, une étape vers une grève européenne ...

Le mercredi 14 novembre, des grèves interprofessionnelles auront lieu en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie, à Chypre, à Malte. Des grèves sectorielles seront organisées en Belgique, en France... Des manifestations sont prévues dans tous ces pays, mais aussi en Slovénie, en République tchèque... Nous n'en sommes pas à une grève européenne, ni même à une journée de manifestations dans toute l'Europe. Mais l'initiative est importante car elle marque une nouvelle étape dans la construction d'un rapport de forces au niveau européen, permettant de s'opposer aux politiques d'austérité que patronat et gouvernements infligent aux salarié-es, uniquement pour garantir les profits d'une petite minorité. **La « crise » n'est pas un phénomène extranaturel ; c'est simplement l'état actuel du système capitaliste.** Pour maintenir leurs marges bénéficiaires, pour continuer à s'en mettre plein les poches, actionnaires, banquiers et autres profiteurs ont besoin d'attaquer très fortement tous les droits sociaux que nous avons acquis lors des luttes sociales passées. Nous ne devons pas nous laisser faire !



Les institutions européennes, les traités européens, ne nous protègent pas ; au contraire, ils ont été créés pour soutenir celles et ceux qui nous exploitent. Chômage, précarité, pauvreté, flexibilité, racisme, voilà l'avenir que nous proposent celles et ceux qui gouvernent. Au contraire, nous voulons construire un autre avenir, basé sur la satisfaction des besoins de tous, possible avec une redistribution différente des richesses que nous produisons dans le monde. Les grèves et les manifestations qui auront lieu le 14 novembre sont une étape. **Les syndicats alternatifs et de base travaillent à l'organisation d'une grève européenne depuis longtemps ;** nous avons déjà organisé des mouvements unitaires internationaux dans plusieurs secteurs professionnels ; une action interprofessionnelle est nécessaire. **Voilà pourquoi nous participons à l'action européenne du 14 novembre !**

Espagne : grève interprofessionnelle le 14 novembre

En Espagne, les attaques antisociales sont multiples, les droits des travailleurs/ses, des chômeur/ses, des retraité-es, ne cessent d'être réduits. Durant ces derniers mois, CGT, Intersindical, IAC ont appelé à des journées de grève. En juillet, il y a eu une manifestation nationale à Madrid, appelée conjointement par CCOO, UGT, USO, CGT, Intersindical. Une réunion rassemblant les organisations syndicales « alternatives » s'est tenue début septembre pour discuter des suites ; elle a abouti à une journée d'actions le 26 septembre, mais n'a pu déboucher sur un appel à la grève générale. La CGT-e a décidé de lancer une campagne pour une journée de grève interprofessionnelle. **Finalement, CCOO, UGT, USO, CGT, Intersindical appellent à la grève dans tout l'État espagnol le 14 novembre.** www.cgt.org.es www.intersindical.es

Portugal : recul gouvernemental sous la pression, la lutte continue

Le 15 septembre, le Portugal a connu la plus grande manifestation depuis la révolution des œillets en 1974. Exigeant la démission du Premier ministre, le départ de la troïka (Commission Européenne, Banque Centrale Européenne, Fonds Monétaire International) et la fin de l'austérité, plus d'un million de personnes sont descendues dans les rues dans une trentaine de villes. Cette mobilisation faisait suite à l'annonce d'un projet gouvernemental de basculer le prélèvement de près de 7% des cotisations sociales du patronat vers les salarié-e-s, dans le cadre du plan d'austérité élaboré avec l'UE et le FMI. Le 21, des milliers de manifestant-es se sont rassemblé-es devant le palais présidentiel. **Devant la perspective d'une grève générale massive, le gouvernement a officiellement renoncé à ces transferts de cotisations et ouvert des négociations.** La CGTP-IN appelle à une journée de grève nationale interprofessionnelle le 14 novembre.

Coordination euro-méditerranéenne : chômeurs/ses en lutte !

Les organisations membres de la coordination syndicale euro-méditerranéenne se félicitent de la réussite de la rencontre des organisations de chômeurs et chômeuses des pays du Maghreb, qui se tenait à Rabat les 15 et 16 septembre 2012.

Organisations membres de la coordination présentes à la rencontre de Rabat, les 15 et 16 septembre 2012 : ANDCM (Maroc), CGT (État espagnol), CNT (France), SNAPAP (Algérie), Union syndicale Solidaires (France)

L'Association Nationale des Diplômés Chômeurs du Maroc (ANDCM), l'Union des Diplômés Chômeurs de Tunisie (UDC), le Comité national des pré-emploi et du filet social d'Algérie (SNAPAP), ont décidé de renforcer leurs liens, de mettre en place un réseau pour renforcer les luttes. La démarche est ouverte à d'autres organisations, notamment celles de pays qui n'ont pu être présentes lors de cette rencontre (Égypte, Mauritanie, Palestine). La présence d'un représentant des associations de chômeurs et chômeuses de France (MNCP, APEIS, AC!) marque la volonté, et la mise en œuvre, d'un travail pleinement internationaliste.

Nous réaffirmons notre soutien à cet important travail de coordination internationale des mouvements de chômeuses et chômeurs, et de lutte contre le chômage, qui se situent dans le combat global pour une société fondée sur la satisfaction des besoins collectifs et de chacun-e, et non l'accaparement de profits par quelques un-es. **Nous poursuivons le soutien matériel, logistique, financier à ces organisations, dans le respect de leur totale autonomie.**

La solidarité face à la répression demeure une priorité. C'est la base de notre internationalisme de classe et c'est un moyen essentiel de combattre la répression ! Nous restons en alerte, prêts à répondre aux sollicitations de nos camarades, sous les formes les plus utiles : communiqués pour dénoncer la répression et la faire connaître, rassemblements, manifestations, délégations internationales, ... Ainsi, nous réaffirmons notre total soutien aux prisonniers de l'ANDCM [...], aux camarades de l'UDC actuellement confrontés-es aux agressions de forces réactionnaires, aux militant-es des comités de chômeurs et chômeuses d'Algérie qui sont poursuivis-es en justice.

Informers des luttes des chômeuses et des chômeurs dans tous les pays est aussi un des rôles du syndicalisme de lutte. Notre coordination continuera de le faire. La perspective d'actions communes entre organisations de chômeurs et chômeuses de différents pays est une orientation que nous soutenons et à laquelle nous contribuerons en tant que syndicats. Des propositions ont d'ores et déjà été faites, autour de la manifestation des associations de chômeurs et chômeuses en France, le 1^{er} décembre, et pour faire du 16 mai une journée internationale de lutte contre le chômage et la précarité, pour les droits des chômeurs et chômeuses (dans le prolongement de ce qui existe au Maroc depuis l'assassinat par le pouvoir d'un chômeur militant, le 16 mai 1993).

Organisations de chômeuses et de chômeurs d'une part, syndicats d'autre part, ne sont pas en concurrence. Notre objectif commun est la défense des droits collectifs et individuels et de créer les conditions d'une transformation sociale. C'est pourquoi les organisations membres de la coordination syndicale euro-méditerranéenne saluent chaleureusement les participants et participantes à la rencontre de Rabat, ceux et celles qui y étaient associés mais n'ont pu y assister, et nous nous engageons pleinement dans le soutien et le travail commun.

Grande-Bretagne : manifestations contre l'austérité le 20 octobre



Plusieurs centaines de milliers de personnes manifestaient dans les rues de Londres, Glasgow et Belfast, le samedi 20 octobre. Une délégation de l'Union syndicale Solidaires était présente à Londres. **Ils et elles protestaient contre les multiples restrictions budgétaires décidées par le gouvernement britannique.** Cette action décidée par la confédération britannique TUC s'inscrit dans la suite d'une manifestation similaire l'an passé.



Le gouvernement Cameron en est à son troisième plan de rigueur (pour les salarié-es) avec cette fois, par exemple, une diminution du budget social de 12 milliards d'euros ! Défense des services publics et de l'emploi, réduction des dépenses militaires, étaient les revendications principales des manifestant-es. www.afuturethatworks.org



Revue internationale Solidaires

Le numéro 8 contient des **dossiers sur la Tunisie et l'Iran**, ainsi qu'un article sur les mobilisations étudiantes au Québec. Disponible en nombre !

Égypte : manifestation pour la liberté syndicale, le 15 novembre

L'Union syndicale Solidaires apporte son soutien à la manifestation et au sit-in qu'organisent plusieurs syndicats égyptiens le 15 novembre. Le pouvoir exécutif égyptien qui détient, en l'absence de Parlement, le pouvoir législatif a annoncé par la voix du ministre de la main-d'œuvre, Khaled Al-Azhari, le maintien des amendements à la loi électorale introduits par l'ancienne centrale syndicale officielle. **Ceux-ci vont avoir pour effets principaux de permettre au gouvernement, dans l'attente d'élections syndicales reportées pour six mois, de nommer directement plus de la moitié des dirigeant-es syndicaux et d'interdire la création de nouveaux syndicats dans les branches où il en existe déjà un.**

L'Union syndicale Solidaires apporte son soutien à la **demande de nombreux syndicalistes indépendant-es et de militant-es des droits des travailleurs/ses d'Égypte, à savoir, l'adoption de la loi sur les libertés syndicales, élaborée en mars 2011**, qui autorise la création de syndicats indépendants. Celle-ci est aujourd'hui repoussée par le gouvernement des Frères musulmans comme elle l'était auparavant par le Conseil militaire. Les syndicats, en Égypte, comme ailleurs, doit pouvoir se constituer indépendamment du ou des partis politiques. C'est pour cela que se battent les syndicalistes indépendant-es d'Égypte et c'est la raison pour laquelle, l'Union syndicale Solidaires est et sera à leur côtés.

Chiapas : soutenons les communautés zapatistes en rébellion



Depuis le soulèvement du 1^{er} janvier 1994, les communautés indigènes zapatistes de l'État du Chiapas au Mexique résistent à toutes les agressions du gouvernement, des grandes entreprises capitalistes et des propriétaires terriens. Sur le territoire qu'ils et elles contrôlent, les zapatistes ont décidé de mettre en pratique leurs revendications en construisant leur autonomie : **autorités locales qui « gouvernent en obéissant », système de santé et d'éducation, coopératives au service de toutes et tous.** Entre 1994 et 1995, les zapatistes ont récupéré des terres, reprises aux grands propriétaires terriens. Sur ces terres récupérées, des groupes de familles se sont installés et travaillent collectivement. La base de l'organisation zapatiste est la communauté et l'ensemble du territoire zapatiste est organisé en municipalités (*municipios*), regroupées en 5 zones (*caracoles*).

Cet été, une demande a été faite à une délégation de l'Union syndicale Solidaires qui s'est rendue en territoire zapatiste : **aider les communautés à amener l'eau potable sur les terres récupérées.** Cette eau est indispensable pour y poursuivre l'installation de communautés et améliorer les conditions de vie qui sont très difficiles du fait des agressions des organisations paramilitaires soutenues par les grands propriétaires et le gouvernement. Cette aide concernera des dizaines de communautés souvent éloignées les unes des autres. **La demande porte essentiellement sur des canalisations et des robinets pour un budget qui s'élève aux alentours de 80 000 euros, soit l'équivalent d'à peine 1 euro par adhérent-e de Solidaires.** Le comité national de Solidaires a décidé de répondre favorablement à cette proposition en organisant une souscription nationale qui s'adresse à tous les organisations et adhérent-es de l'Union Solidaires.



www.cspcl.ouvaton.org

Algérie : du travail, et pas la prison, pour les chômeurs/ses !



En Algérie, l'année 2012 est marquée par une succession de mouvements sociaux dont les causes sont le chômage, la dégradation vertigineuse du pouvoir d'achat, l'absence d'infrastructures de base permettant de satisfaire les besoins essentiels, et de nombreuses coupures d'eau et d'électricité. Le SNAPAP, principale force fédératrice de la confédération syndicale autonome rappelle que « face à un pouvoir autiste, autoritaire, oppresseur et hostile au dialogue, la rue reste la seule issue pour la contestation des jeunes contre l'injustice et les inégalités entretenues et maintenues par le pouvoir qui manipule la justice pour réprimer et emprisonner les contestataires, les syndicalistes et les défenseurs des droits de l'Homme.

Les inculpations et les accusations en série contre des jeunes chômeurs/ses sont des prétextes inventés par le pouvoir qui a fait le choix de l'exclusion et de la brutalité à la place du dialogue. Ainsi, à Mascara sept chômeurs contestataires sont en détention et neuf autres sont poursuivis et risquent l'emprisonnement. Le SNAPAP réaffirme sa solidarité avec les chômeurs détenus et leurs familles par des actions sur le terrain menées par le Comité national pour la défense des droits des chômeurs et le comité de femmes. Le SNAPAP s'oppose fermement aux pratiques répressives et appelle à se mobiliser pour que les jeunes chômeurs/ses emprisonné-es retrouvent leur liberté ». www.cisa-algerie.com www.maisondessyndicats-dz.com

Sahara : soutien aux prisonnier-es politiques

En octobre 2010, plus de 20 000 sahraoui-es ont quitté El Aaiun pour installer à Gdeim Izik, dans le désert, un camp de 8 000 tentes pour défendre leurs droits politiques, économiques et sociaux. Depuis l'assaut des forces de sécurité marocaines le 8 novembre 2010 pour démanteler ce camp, les manifestations se succèdent au Sahara occidental. Toujours pacifiques, elles sont réprimées, avec de nombreux blessé-es et de nouvelles arrestations. Actuellement, plus de 80 prisonniers politiques sahraouis croupissent dans les geôles marocaines. 23 d'entre eux sont détenus à la prison de Salé depuis 22 mois au mépris des règles les plus élémentaires du droit international comme du droit marocain. Victimes de tortures, ils ont mené plusieurs grèves de la faim. Solidaires soutenant la manifestation du 20 octobre, à Paris, pour exiger la **libération des prisonniers politiques sahraouis, l'arrêt de la répression et le respect des droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés, l'instauration d'un mécanisme international pour la surveillance des droits de l'Homme au Sahara occidental.**

Transnational Information Exchange : conférence internationale

L'Union syndicale Solidaires était invitée à la conférence internationale de TIE, du 20 au 23 septembre, à Bad Hombourg. **Nous y avons présenté le Réseau Rail Sans Frontières et le réseau européen des syndicats alternatifs et de base.** Des militant-es de NGWF (Bangladesh), FTZ&GSEU (Sri-Lanka), GAFWU, GATWU, NTUI (Inde) ont présenté le projet ExChains, **réseau d'information, d'organisation, de solidarité, pour les travailleurs/ses du textile et du commerce.** Enfin, nous avons pu aussi prendre connaissance de l'avancée du **programme Vida Viva, qui consiste à (re)donner la parole aux travailleurs/ses à propos de leurs conditions de travail, de leurs conditions de vie au travail.** Des expériences sont menées depuis des années en Allemagne, au Brésil, au Nigéria, au Mozambique, en Afrique du Sud, en Colombie. Les animateurs de la commission Santé et Conditions de travail de notre Union syndicale rencontreront les militant-es de TIE qui animent ces actions, assez proches de la démarche « Et voilà le travail ! » www.tie-germany.org

Pays basque : grève interprofessionnelle le 26 septembre

De nombreux syndicats du Pays basque (ELA, LAB, STEE-EILAS, EHNE, HIRU, CGT, CNT) ont appelé à la grève le 26 septembre. Là aussi, il s'agit de lutter contre l'austérité qu'impose le gouvernement espagnol. Le mouvement a été très suivi, dans le privé et le public. Des manifestations, à Bilbao, Donostia, Vitoria, Irún, ont rassemblé au total plus de 100 000 personnes. Le soir du 26, des manifestant-es se sont rassemblé-es dans plus de 60 villes, et la police a agi avec violence dans plusieurs cas. www.labsindikatua.org/sarrera

Italie : manifestation contre l'austérité le 27 octobre à Rome

Une manifestation nationale a été organisée à Rome le 27 octobre par un comité nommé « No Monti day » qui rassemble des collectifs militants de diverses organisations syndicales de lutte (USB, CUB, UNICOBAS, SICOBAS, USI, COBAS, « gauche » de la CGIL), des organisations politiques d'extrême-gauche, écologistes, le comité contre la dette, des centres sociaux, etc. www.usb.it www.cub.it

Forum Social Européen : Florence 10+10

Cet événement a pour objectif de reconstruire un cadre européen de convergences pour des mobilisations sociales européennes face aux politiques d'austérité et de destruction sociale généralisée. L'initiative se situe dix ans après le premier Forum Social Européen, tenu à Florence en 2002, elle a l'ambition d'aller au-delà d'un simple anniversaire et veut, au contraire, face à la gravité de cette crise, commencer à donner des réponses des mouvements sociaux pour l'avenir. Cela se déroulera du 8 au 11 novembre à la Fortezza da Basso à Florence (même lieu qu'en 2002). Cinq thèmes ont été retenus :

- ➔ Démocratie, post démocratie en Europe : *Processus de constitution par le bas, citoyenneté européenne, question des migrants, endiguer le racisme et l'extrême droite, reconstruire la solidarité sociale.*
- ➔ Finance, dette, austérité : *Tribunal de la dette, audit, campagnes contre les mesures d'austérité et le compact fiscal, TTF.*
- ➔ Travail et droits sociaux : *Droit du travail et des travailleurs/euses, en temps d'austérité et de globalisation néolibérale.*
- ➔ Biens communs, naturels et sociaux, services publics : *Terre, nourriture, eau, climat etc. La défense des territoires contre les grandes infrastructures inutiles, tous les droits sociaux (éducation, logement, etc.), agenda post Rio.*
- ➔ Guerre/paix, luttes sociales et processus des révolutions autour de la Méditerranée.

À partir de ces cinq thèmes qui structurent les débats, il s'agira de **construire les convergences.** Les débats **devraient aboutir à des campagnes et actions communes, des stratégies et une recherche d'élargissement à tous les mouvements sociaux** concernés en Europe. www.fse-esf.org www.firenze1010.eu